

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT VINGT-NEUVIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 11 août 1987 à 10 heures

Président : M. Pierre MOREL (France)

Le PRÉSIDENT : Je déclare ouverte la 429ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

La Conférence commence aujourd'hui l'examen des rapports subsidiaires spéciaux et du rapport annuel à l'Assemblée générale des Nations Unies. Toutefois, conformément à l'article 30 du règlement intérieur, tout représentant qui souhaiterait soulever une question quelconque ayant trait aux travaux de la Conférence peut le faire.

J'ai, sur la liste d'orateurs pour aujourd'hui, les représentants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et du Japon. Je donne maintenant la parole au représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, Son Excellence l'Ambassadeur Nazarkine.

M. NAZARKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Après l'accueil que vous avez réservé, dans votre déclaration du 6 août, au Ministre des affaires étrangères de l'URSS, Edouard Chevardnadze, permettez-moi de vous exprimer pour ma part la satisfaction que nous avons de vous voir occuper la présidence pour le mois d'août, qui marque la fin de notre session. Nous sommes convaincus que, sous votre direction, la Conférence pourra avancer avec succès vers la réalisation des tâches qui lui ont été confiées. Je voudrais aussi saluer en vous le représentant de la France, pays avec lequel nous entretenons des relations amicales traditionnelles et nous menons un dialogue politique constructif. Par ailleurs, je voudrais transmettre à votre prédécesseur à la présidence, l'Ambassadeur Terrefe de l'Ethiopie, nos félicitations pour le succès avec lequel il a accompli sa tâche durant le mois de juillet. Permettez-moi aussi de saluer encore une fois les nouveaux représentants de Sri Lanka, l'Ambassadeur Rodrigo, et du Brésil, l'Ambassadeur de Azambuja, et de leur souhaiter le succès dans leur tâche, en espérant que nous aurons avec eux une collaboration aussi étroite que celle que nous avons entretenue avec leurs prédécesseurs.

Il semble qu'un large appui soit accordé aux nouvelles initiatives soviétiques visant à accélérer les négociations sur l'interdiction des armes chimiques, qui ont été annoncées à la séance plénière du 6 août de la Conférence du désarmement par Edouard Chevardnadze, Ministre des affaires étrangères et membre du Bureau politique du Parti communiste de l'Union soviétique. Je voudrais exprimer ma gratitude aux délégations qui, le 6 août, ont fait part de leur attitude positive à l'égard de ces initiatives.

Le Ministre des affaires étrangères a déclaré dans son intervention que "la délégation soviétique participant aux négociations sur cette question partira de la nécessité de rendre juridiquement contraignant le principe des inspections par mise en demeure obligatoires, sans le droit de refus".

On peut dire sans exagération que ce problème est à l'heure actuelle au coeur même des négociations, et que de sa solution rapide dépendent les progrès dans d'autres directions. Nous appuyons les efforts qu'accomplissent le Président du Comité spécial des armes chimiques, l'Ambassadeur R. Ekéus, et un certain nombre d'autres représentants en vue de résoudre la question des inspections par mise en demeure. Nos nouvelles initiatives visent à apporter une contribution tangible à l'accomplissement rapide de cette tâche.

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

La partie soviétique a déclaré, il y a quelque temps, qu'elle appuyait la proposition britannique contenue dans le document CD/715. Nous maintenons que ce document pourrait servir de base pour résoudre globalement le problème des inspections par mise en demeure. Nous notons qu'un certain nombre de délégations ont exprimé leur appui à l'égard de la proposition britannique. Toutefois, la délégation des Etats-Unis n'en fait malheureusement pas partie.

Après avoir examiné sous tous ses aspects la situation actuelle en vue de parvenir rapidement à un accord et se fondant sur la nécessité d'assurer la vérification la plus rigoureuse du respect de la Convention sur les armes chimiques, l'Union soviétique a décidé d'aller plus loin que la proposition britannique et d'adopter le principe du caractère obligatoire de ces inspections. Comme on le sait, nous étions déjà convenus qu'il ne serait pas permis, dans certains cas, de refuser des inspections par mise en demeure, par exemple en cas d'utilisation présumée d'armes chimiques ainsi que pour des emplacements et des installations déclarés. Nous élargissons maintenant ce caractère obligatoire des inspections à tous les cas possibles, rendant ce principe universel.

Nous estimons que les modalités de réalisation des inspections par mise en demeure doivent empêcher effectivement un Etat de dissimuler le fait qu'il a violé la Convention, ainsi que les conséquences de cette violation. Il apparaît qu'il ne devrait pas s'écouler plus de 48 heures entre la mise en demeure et l'arrivée sur les lieux de l'équipe d'inspection.

Le fait que nous adoptons le principe des inspections par mise en demeure obligatoires ne signifie toutefois pas que nous néglignons la possibilité d'une divulgation de données sensibles durant ces inspections, en particulier en cas d'utilisation abusive de celles-ci. Toute les appréhensions que nous avons déjà mentionnées à ce sujet restent évidemment valables. Par conséquent, nous estimons qu'il faut prendre les mesures voulues pour réduire au minimum le risque de divulgation de données sensibles et que toutes les parties doivent se trouver sur un pied d'égalité en ce qui concerne aussi bien le droit de demander une inspection que l'obligation de répondre à cette demande.

Il faut en premier lieu exploiter au maximum l'idée centrale de la proposition britannique concernant les inspections par mise en demeure, à savoir la possibilité que doit avoir l'Etat requis de suggérer d'autres mesures d'inspection afin de prouver qu'il n'enfreint pas ses obligations. Nous proposons de continuer à étudier la possibilité d'élaborer d'autres mesures qui permettraient, en cas de besoin et pour assurer la sauvegarde de secrets n'ayant pas de rapport avec les armes chimiques, de remplacer l'accès sans restriction des inspecteurs aux installations par des moyens consistant, par exemple, à observer visuellement l'installation de l'extérieur, à photographier l'installation, à analyser des échantillons chimiques et à accéder partiellement à l'intérieur de l'installation. Ces autres mesures pourraient également faire appel aux moyens techniques de contrôle international à distance. Il nous semble que les participants à la Conférence reconnaissent d'une manière générale la possibilité de recourir à d'autres mesures. Nous remarquons que la délégation des Etats-Unis s'est elle aussi prononcée en faveur de cette option dans son intervention du 23 avril.

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Il est évident que le délai accordé pour s'entendre sur la procédure de la vérification par mise en demeure doit être clairement défini. Nous ne nous opposons pas à ce que ce délai ne dépasse pas 48 heures. A notre avis, c'est à l'Etat qui soupçonne le non-respect de la Convention qu'il appartient de décider si les autres mesures proposées sont satisfaisantes ou non.

Outre le recours à d'autres mesures, il convient, à notre avis, de s'attacher à ce que l'on appelle la "conduite dirigée" des inspections, dont l'idée revient à la délégation des Etats-Unis. Afin d'exclure la possibilité d'utiliser les inspections par mise en demeure à des fins incompatibles avec la vérification du respect dans le but de découvrir des secrets sans rapport avec les armes chimiques, la Convention doit prévoir, à notre avis, des procédures concrètes appropriées pour la réalisation de ces inspections. On pourrait, semble-t-il, élaborer des mesures qui excluraient effectivement la possibilité d'utiliser les inspections par mise en demeure pour obtenir des données secrètes, et veiller en particulier à ce que les méthodes et les instruments employés par les inspecteurs internationaux correspondent rigoureusement à leurs tâches et à ce que l'Etat requis ait accès à tous ces instruments afin de les vérifier. L'appareillage utilisé dans le cadre des inspections internationales doit être normalisé et uniforme pour tous les Etats parties. Les paramètres techniques de cet appareillage doivent être rigoureusement limités à la vérification des violations éventuelles de la Convention.

En cas d'abus de la mise en demeure, l'Etat requis subirait un certain dommage matériel dû à la fuite d'informations et à la perturbation du fonctionnement normal d'une installation ou d'une entreprise. A cet égard, nous estimons que l'on pourrait songer utilement à inclure dans la Convention une disposition concernant la responsabilité des Etats, notamment sur le plan matériel, à l'égard de l'abus du droit de vérification par mise en demeure et à l'égard de dommages éventuels subis par l'Etat hôte à cause d'une vérification injustifiée. En particulier, les Etats parties pourraient avoir le droit de soulever la question de la compensation des dommages financiers dus à l'arrêt du fonctionnement d'une installation ou de la divulgation de secrets commerciaux et autres à la suite de la réalisation d'inspections par mise en demeure, en particulier si l'inspection ne confirme pas le non-respect de la Convention.

Chaque demande doit bien entendu s'accompagner des données nécessaires : quelle disposition de la Convention a été violée, où et quand s'est produite ou se produit la violation présumée et en quoi elle consiste. Il est bien entendu qu'en l'absence de telles données de base, il ne serait pas possible de donner suite à une demande.

En proposant des mesures qui empêcheraient l'utilisation abusive de la mise en demeure et le recours aux inspections à des fins incompatibles avec la vérification du respect ou dans le but de découvrir des secrets sans rapport avec les armes chimiques, nous estimons que de telles mesures doivent être élaborées dans le cadre du principe des inspections obligatoires, et non pas contrairement à ce principe, et qu'elles ne doivent pas l'affaiblir ni permettre des dérogations.

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Nous estimons qu'une demande d'inspection peut être faite par chaque Etat partie sans exception. Toutes les parties doivent avoir des droits égaux. De la même manière, aucune discrimination ne doit être faite à l'égard du mode de propriété des emplacements et des installations qui doivent être inspectés. Une demande d'inspection peut porter à notre avis, sur toute installation ou tout emplacement situé sur le territoire d'un Etat partie ou placé sous sa juridiction ou son contrôle, ou appartenant à toute personne physique ou morale d'un Etat partie où qu'elle soit située. C'est là, selon nous, une condition nécessaire pour que l'inspection par mise en demeure soit un moyen réellement efficace.

Nous ne pouvons accepter la conception américaine d'un "groupe d'établissement des faits" constitué par un cercle limité d'Etats et assurant un "filtrage". Cette conception nous paraît contraire à l'esprit démocratique et impropre à assurer l'égalité des droits de toutes les parties à la Convention. D'après ce qu'a dit la délégation des Etats-Unis dans sa déclaration du 23 avril dernier, la partie américaine est prête à envisager la possibilité de renoncer à cette idée. Nous aimerions savoir où en est la chose.

En outre, la situation n'est pas très claire pour ce qui est de l'article XI du projet de Convention des Etats-Unis publié sous la cote CD/500. Dans sa déclaration du 25 juillet dernier, l'Ambassadeur Friedersdorf a répondu à une question que nous lui posions en disant que, de l'avis de la partie américaine, "l'inspection par mise en demeure devrait être applicable à tous les emplacements et installations pertinents d'un Etat partie, que ceux-ci soient placés sous le régime de la propriété privée ou de la propriété de l'Etat". Il s'est référé à ce propos à la modification que sa délégation avait apportée en avril de l'an dernier à son projet de Convention (CD/685). Cette modification se rapporte toutefois à l'article X, où l'on parle des inspections spéciales, et ne concerne absolument pas l'article XI où sont proposées des inspections ad hoc. Si la délégation américaine continue d'envisager de conserver l'article XI, nous aimerions alors savoir dans quels cas elle permettra l'application de cet article, qui prévoit le droit de refuser une inspection par mise en demeure.

Pour résumer ce qui précède, les dispositions concernant les inspections par mise en demeure se présentent à notre avis de la manière suivante ; premièrement, les inspections par mise en demeure doivent avoir un caractère obligatoire, l'Etat requis n'ayant pas le droit de les refuser. Deuxièmement, la durée s'écoulant entre la demande et l'arrivée des inspecteurs sur les lieux ne doit pas dépasser 48 heures. Troisièmement, tous les Etats parties doivent jouir d'obligations et de droits égaux en ce qui concerne la présentation d'une demande et sa satisfaction. Quatrièmement, la demande doit contenir les données de base nécessaires (quoi, où, quand, comment). Cinquièmement, il est nécessaire de prendre des mesures en vue d'empêcher que les inspections par mise en demeure soient utilisées à des fins incompatibles avec la vérification du respect de la convention. Sixièmement, l'Etat requis peut proposer d'autres mesures. Il appartient à l'Etat requérant de décider si ces mesures sont satisfaisantes. Septièmement, le délai nécessaire pour s'entendre sur la procédure de vérification ne doit pas dépasser 48 heures (dans le même temps, les inspecteurs arrivent sur le lieu de l'inspection).

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Il n'est pas nécessaire de souligner à nouveau l'importance des mesures de confiance afin d'accélérer les négociations. Jugeant nécessaire d'améliorer le climat de confiance et désireuse de conclure rapidement la convention, la partie soviétique a proposé de faire visiter une installation militaire soviétique dans la région de Chikhany afin d'observer des munitions chimiques types en notre possession ainsi que la technique de destruction d'armes chimiques dans une installation mobile. La délégation soviétique est actuellement en train de préparer les détails matériels liés à cette visite, que nous avons l'intention d'organiser les 7 et 8 octobre 1987. Il est envisagé d'inviter deux personnes de chaque délégation, y compris les observateurs, participant aux travaux du Comité spécial des armes chimiques. Toutes les informations nécessaires concernant cette invitation seront communiquées aux délégations avant la fin de la session.

Par la suite, nous inviterons des experts à visiter, après son achèvement, l'entreprise spéciale de destruction d'armes chimiques qui est actuellement en construction dans la région de la ville de Tchapaevsk.

La partie américaine nous a invités il y a quelque temps à visiter l'entreprise de destruction d'armes chimiques située à Tooele, dans l'Utah, comme l'a rappelé l'Ambassadeur Friedersdorf dans son intervention du 23 juillet. Nous avons déjà fait savoir à la délégation des Etats-Unis que nous acceptons cette invitation, la considérant comme un pas vers le renforcement de la confiance mutuelle.

La question des organes à créer au titre de la convention a été récemment examinée de près et je voudrais faire quelques remarques sur ce sujet. Nous estimons qu'il conviendra de créer après la signature de la convention une commission préparatoire comprenant les Etats signataires. Cette commission élaborerait notamment les mesures nécessaires pour l'entrée en vigueur de la convention et le début de son application (recrutement des membres du Secrétariat technique, mise au point du règlement intérieur des organes de la convention, questions financières, etc.). Il faudra ensuite créer les organes qui commenceront à fonctionner après l'entrée en vigueur de la convention. Nous pensons que l'organe plénier aussi bien que l'organe exécutif devraient adopter les décisions ayant trait aux questions de fond à la majorité qualifiée, c'est-à-dire à la majorité des deux tiers des participants aux votes, et celles qui concernent les autres questions à la majorité simple.

Il est indispensable d'envisager aussi des questions telles que les conditions d'entrée en vigueur de la convention, qui en sera le dépositaire, etc. Selon nous, la convention, pour pouvoir entrer en vigueur, devrait être ratifiée par 30 ou 40 Etats. Le chiffre de 60 proposé par la délégation britannique nous semble un peu trop élevé. Pour ce qui est du dépositaire, il semblerait approprié que ce soit le Secrétaire général de l'ONU.

Il reste très peu de temps avant la fin de la session d'été de la Conférence. A notre avis, l'achèvement rapide des travaux relatifs à la convention sur l'interdiction des armes chimiques exige que l'on utilise au maximum les possibilités dont nous disposons. A cet égard, je voudrais

(M. Nazarkine, Union des Républiques socialistes soviétiques)

appeler votre attention sur la question soulevée le 6 août par le Ministre soviétique des affaires étrangères en ce qui concerne la tenue, durant l'année en cours, d'une session supplémentaire de la Conférence pour terminer l'essentiel des travaux d'élaboration de la convention. Cette session pourrait avoir lieu de la mi-novembre (après l'examen des questions de désarmement à la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies) jusqu'à la fin décembre, en se concentrant sur le point 4 de l'ordre du jour.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence. Je donne maintenant la parole au représentant du Japon, Son Excellence l'Ambassadeur Yamada.

M. YAMADA (Japon) (traduit de l'anglais) : Je tiens à vous adresser mes félicitations les plus sincères à l'occasion de votre accession à la présidence de la Conférence pour le mois d'août. Etant donné votre expérience et votre habileté, vous serez très certainement en mesure de nous mener vers une conclusion fructueuse de cette session d'été. Pour ma part, je ne ménagerai aucun effort pour vous seconder dans cette tâche importante. Je voudrais par ailleurs adresser tous mes vœux à M. Alfarargi, Ambassadeur de l'Egypte, qui nous quitte pour assumer de nouvelles fonctions au siège. Je tiens aussi, au nom de ma délégation, à souhaiter chaleureusement la bienvenue au nouveau représentant du Brésil à la Conférence, l'Ambassadeur Castrioto de Azambuja, et je serai heureux de collaborer étroitement avec lui.

Je désirerais faire aujourd'hui, au nom d'un groupe de délégations occidentales, une brève déclaration concernant le point 1 de l'ordre du jour. Comme je l'ai déjà dit à la 410ème séance plénière le 30 avril, ce groupe continue à accorder une très grande priorité à cette question qui porte sur l'interdiction des essais nucléaires, et espère, comme l'ont fait de nombreuses autres délégations pendant les sessions de printemps et d'été, que des travaux de fond à ce sujet pourront être entamés sans plus attendre par un comité spécial.

Nombreux sont les points et les problèmes liés à une interdiction des essais nucléaires sur lesquels la Conférence peut et doit entreprendre des travaux positifs. Les délégations occidentales ont présenté un certain nombre de documents de travail qui devraient contribuer à un examen approfondi de ce domaine.

Nous estimons que le projet de mandat publié sous la cote CD/521, présenté par un groupe de pays occidentaux le 20 juillet 1984, de même que le projet de programme de travail contenu dans le document CD/621 présenté par le même groupe et par la Norvège le 24 juillet 1985, constituent toujours un cadre valable pour la mise en route et la poursuite de l'examen approfondi d'un grand nombre de questions se rapportant à une interdiction complète des essais nucléaires. Par ailleurs, nous sommes prêts à examiner, dans un esprit positif, toute initiative destinée à résoudre le problème du mandat.

(M. Yamada, Japon)

Le groupe de pays au nom desquels je m'exprime aujourd'hui a donc étudié cette question tout au long des sessions de printemps et d'été et s'est déclaré disposé à entreprendre dès que possible, au sein d'un comité spécial, des travaux concrets et, à cette fin, poursuivre activement la recherche d'un terrain d'entente entre les différentes positions présentées jusqu'ici.

Vers la fin de la session de printemps, il y avait même de bonnes raisons d'espérer que nous parviendrions à un consensus, grâce à l'initiative du Président pour le mois d'avril, l'Ambassadeur Vejvoda de la Tchécoslovaquie, qui avait soumis un projet de mandat figurant dans le compte rendu de la 410^{ème} séance plénière.

Au cours de la session d'été, notre groupe s'est déclaré disposé à accepter le projet de mandat proposé par le Président pour le mois d'avril comme base pour la recherche d'un consensus. Certaines délégations, à la fois dans notre groupe et dans d'autres, ont estimé que l'on pourrait parvenir à un consensus à partir de ce texte, et nous nous demandons pourquoi un des groupes de délégations n'a pas jugé bon de répondre à l'initiative du Président, comme nous l'avions demandé, et de se joindre à cet effort concerté.

Nous notons à cet égard que le projet de mandat contenu dans le document CD/772 ne fait pas intervenir d'éléments nouveaux. Les idées qui y sont exprimées nous sont connues depuis l'année dernière, notamment par la résolution 41/46 A de l'Assemblée générale des Nations Unies que la plupart des pays dans mon groupe n'ont pas été en mesure d'approuver.

Pour conclure, je désire réaffirmer que le groupe des pays occidentaux est toujours disposé à mettre au point un mandat qui permettra à la Conférence d'entamer sur cette question des travaux de fond. Nous espérons que l'initiative très utile prise par l'Ambassadeur de la Tchécoslovaquie, qui doit continuer selon nous à servir de base pour la recherche d'un consensus, aboutira à des résultats fructueux, et nous recommandons instamment aux autres délégations de joindre leurs efforts aux nôtres.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Japon de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a eues à l'égard de la présidence. Je n'ai plus d'orateurs sur ma liste pour aujourd'hui. D'autres délégations désirent-elles prendre la parole ? Je donne la parole au représentant des Etats-Unis d'Amérique, Son Excellence l'Ambassadeur Friedersdorf.

M. FRIEDERSDORF (Etats-Unis d'Amérique) (traduit de l'anglais) : Je serai très bref. Notre délégation a été priée de diffuser la déclaration faite par les ministères des affaires étrangères du Conseil de l'Atlantique Nord à l'issue de leur réunion tenue récemment à Reykjavik, le 12 juin. Notre délégation est heureuse de pouvoir donner suite à cette demande. J'ai demandé que la déclaration soit communiquée à toutes les délégations.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant des Etats-Unis de sa déclaration. Je donne maintenant la parole au représentant du Mexique, Son Excellence l'Ambassadeur García Robles.

M. GARCIA ROBLES (Mexique) (traduit de l'espagnol) : Je suis sûr que j'aurai une autre occasion d'ici à la fin de la session de vous adresser les félicitations de ma délégation. En attendant, je me contenterai de quelques observations à propos de ce que vient de dire le représentant du Japon.

Ma délégation s'est toujours efforcée de concrétiser ses paroles par des actes. Par exemple, lorsque nous avons dit et répété que nous étions disposés à rechercher une formule susceptible d'être approuvée par la Conférence pour la question de la cessation de tous les essais d'armes nucléaires, nous avons fait en sorte que nos déclarations soient suivies d'une action concrète, comme la mise au point d'un texte qui réponde à cette proposition. C'est ce que nous avons fait cette année. Ma délégation, de même que les sept autres membres du Groupe des 21, a présenté le document CD/772 qui contient un projet de mandat pour un comité spécial au titre du point 1 de l'ordre du jour. De concert avec celles du Groupe des 21, ma délégation avait présenté aussi, comme il y a deux ou trois ans, un autre projet de mandat, qui n'a pas été retiré. Malheureusement, ce projet n'a pas recueilli un consensus. Nous avons voulu en conséquence examiner ici comme à New York une formule présentée par nous, qui soit susceptible de nous aider dans la recherche d'un consensus. Cette formule a été recommandée par l'Assemblée dans une résolution adoptée à sa quarantième session. Bien que nous ayons naturellement fait quelques concessions par rapport au projet précédent, cette formule n'a pas recueilli l'approbation que nous souhaitions. A la quarante et unième session, nous avons donc consenti de nouvelles concessions, qui sont importantes pour quiconque compare les deux versions avec le texte de 1984. Le texte auquel je me réfère, qui est reproduit dans le document CD/772, a été soumis à la Conférence, et les délégations, comme celle du Japon qui vient de prendre la parole, pourront naturellement approuver ce projet pour peu que leur intention soit de donner des preuves concrètes, tangibles, pour employer les termes d'usage, du but véritable de notre action : obtenir des résultats. Que dit exactement ce projet ? Il y est déclaré que la Conférence du désarmement souhaite créer un comité spécial au titre du point 1 de l'ordre du jour "en vue d'effectuer la négociation multilatérale d'un traité sur l'interdiction complète des essais nucléaires". L'expression "en vue de" se prête aux interprétations les plus diverses. Pour ma délégation, il s'agit d'un objectif immédiat, mais pour d'autres - telle la délégation des Etats-Unis qui l'a dit ici plusieurs fois dans ces termes - il s'agit d'un objectif à long terme. Nous avons, pour cette raison, affirmé à plusieurs reprises que lorsque ce projet de résolution serait approuvé, la délégation mexicaine ferait une déclaration dans laquelle elle indiquerait son interprétation. Si la délégation des Etats-Unis, ou toute autre délégation, faisait aussi connaître la leur, cette résolution pourrait être approuvée par consensus sans qu'aucune des délégations ici présentes ne soit obligée de modifier sa position. Que dit en outre ce projet ? Il y est affirmé que le Comité spécial constituera deux groupes de travail chargés respectivement des deux questions suivantes, qui sont étroitement liées : d'une part le contenu et le champ d'application du traité, d'autre part, le respect des dispositions et la vérification.

Il est donc évident que nous ne voulons négliger aucun des aspects de cette question. J'espère que, si les déclarations que nous avons écoutées aujourd'hui reflètent le sentiment des délégations qui jusqu'à présent se sont opposées à un projet comme celui auquel je me réfère, celles-ci pourront, avant la fin de cette session, et ne serait-ce qu'à titre symbolique, dire qu'elles approuvent la teneur de ce projet et qu'elles seraient d'accord aussi

(M. García Robles, Mexique)

avec ce que nous nous efforçons dès maintenant de faire en sorte qu'un groupe spécial puisse commencer à travailler l'année prochaine, dès l'ouverture de la session de la Conférence du désarmement.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant du Mexique de sa déclaration et je donne la parole au représentant de la République démocratique allemande, Son Excellence l'Ambassadeur Rose.

M. ROSE (République démocratique allemande) (traduit de l'anglais) : Ma délégation présentera plus tard, et avec plus de détails, sa position sur l'ensemble de la question de la mise au point des mandats des comités spéciaux, et plus particulièrement du Comité spécial au titre du point 1. Je désirerais cependant déclarer aujourd'hui que ma délégation approuve le mandat contenu dans le document CD/772 présenté par les membres du Groupe des 21.

Le PRESIDENT : Je remercie de sa déclaration le représentant de la République démocratique allemande et je donne la parole au représentant de l'Australie, Son Excellence l'Ambassadeur Butler.

M. BUTLER (Australie) (traduit de l'anglais) : Je préférerais, si vous le permettez, suivre l'exemple de l'Ambassadeur García Robles et me borner, à ce stade, à quelques observations qui me sont suggérées par le bref débat que nous menons en ce moment. J'espère que j'aurai plus tard une autre occasion de vous saluer en tant que Président de la Conférence pour le mois d'août.

La dernière fois que j'ai pris la parole en séance plénière, le 30 juillet, j'avais fait quelques observations sur le point 1 de l'ordre du jour et sur le rôle que les mandats en soi ont été amené à jouer dans les travaux de la Conférence. Je crois avoir clairement affirmé que, selon ma délégation, nous sommes à deux doigts de parvenir à un accord sur la question de la constitution d'un comité spécial au titre du point 1, mais que le consensus exigé pour un tel accord nous a été refusé par ce que j'ai appelé, dans cette déclaration, une poignée de délégations. Il serait à propos, dans le cadre de la discussion que nous avons eue ce matin, de rappeler cette déclaration, ainsi que la position prise par ma délégation selon laquelle nous sommes effectivement empêchés de progresser dans cette tâche essentielle par un tout petit nombre de délégations, ce qui, je crois, est reflété dans l'intervention qu'a faite ce matin l'Ambassadeur du Japon au nom du groupe des pays occidentaux. Je tiens aussi à préciser que ma délégation a bien été incluse dans le groupe des Etats au nom duquel s'exprimait M. Yamada. En outre, dans sa déclaration, celui-ci a bien souligné - et j'estime que son observation caractérise parfaitement la situation dans laquelle se trouve la Conférence en ce qui concerne le point 1 - qu'une proposition avait été soumise à la Conférence en avril par le Président alors en fonctions, l'Ambassadeur de la Tchécoslovaquie, que cette proposition est largement approuvée et que le groupe des Etats occidentaux, notre groupe d'Etats occidentaux, avait clairement fait savoir que nous étions disposés à rechercher un consensus sur la base de cette proposition. Ce sur quoi l'Ambassadeur du Japon a bien insisté ce matin est que nous n'avons même pas obtenu de réponse à cette prise de position. Pas une seule réponse. Notre déception est grande à ce sujet. L'Ambassadeur du Mexique a déclaré que

(M. Butler, Australie)

sa délégation préférerait les actes aux paroles. Je suis tout à fait d'accord, ma délégation aussi, et je lui répondrai qu'une des mesures qui nous aideraient à parvenir à un consensus sur cette question consisterait à accepter la proposition faite par un groupe d'Etats occidentaux, à savoir que nous nous mettions à l'oeuvre et que nous collaborions les uns avec les autres en vue de parvenir à un consensus sur la base de la proposition faite par le Président pour le mois d'avril. A ce propos, je souhaiterais attirer l'attention sur la partie de la déclaration de l'Ambassadeur du Japon qui signale que nous avons soumis une proposition à laquelle il n'a pas été donné de réponse. Je souhaiterais que nous en ayons une et que nous puissions travailler, comme l'a dit l'Ambassadeur García Robles, en vue de parvenir à un accord qui permettra à un comité d'entamer l'examen de cette question au début de 1988.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Australie de sa déclaration. Y a-t-il d'autres délégations qui demandent la parole ? Puisque tel n'est pas le cas, je voudrais informer la Conférence que le secrétariat est en train de préparer le premier projet de la partie technique du rapport annuel de la Conférence à l'Assemblée générale des Nations Unies. Le document pertinent sera disponible, sous la cote CD/WP.288, dans toutes les langues officielles, entre le jeudi 13 et le vendredi 14 août. J'ai l'intention de demander à la Conférence de tenir une séance officielle le mardi 18 août, immédiatement après la séance plénière, pour commencer la première lecture de la partie technique du rapport à l'Assemblée générale.

Le secrétariat distribuera également à la fin de cette semaine le document CD/WP.287 contenant la partie technique du rapport de la Conférence sur le Programme global de désarmement. Nous examinerons aussi ce document au cours de la semaine prochaine.

Le secrétariat prépare maintenant aussi les paragraphes de fond consacrés aux points de l'ordre du jour sur lesquels la Conférence n'a pas établi d'organes subsidiaires, c'est-à-dire les points 1, 2, 3 et 7. En ce qui concerne le point 2 intitulé : "Cessation de la course aux armements nucléaires et désarmement nucléaire", le secrétariat reflètera dans ce projet les échanges de vues que nous avons eus durant les séances officielles sur ce point.

Je signale ensuite que la réunion du Comité spécial sur le Programme global de désarmement qui devait se tenir aujourd'hui à 18 heures dans la salle I est annulée. Le Comité se réunira jeudi et vendredi à 15 heures dans cette salle de conférence avec des services d'interprétation complets.

Je voudrais rappeler que le Comité spécial sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires, se réunira dans cette salle, immédiatement après la séance plénière.

La prochaine séance plénière de la Conférence se tiendra le jeudi 13 août 1987 à 10 heures.

La séance est levée à 11 heures.